



Prière d'afficher et de diffuser
APPEL À CANDIDATURES

Poste :	Conseiller(ère) juridique – justice transitionnelle
Lieu de travail :	Bamako, Mali
Durée :	Mandats de coopération volontaire de 6 mois (renouvelables)
Date de début :	Octobre 2017
Langue de travail :	Français
Conditions :	Le mandat de 6 mois est de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billet d'avion) sont couverts par le programme. Les mandats de courte durée peuvent être des mandats de consultation. Le mandat est non accompagné. Le/a coopérant(e) doit participer à des séances de formation et préparation pré-départ.

Contexte

Avocats sans frontières Canada (ASFC) vise à appuyer une des principales institutions actives sur le plan de la justice transitionnelle au Mali: la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR). Créée en 2014 par ordonnance présidentielle, la CVJR est l'un des mécanismes établis par l'État malien en vue de favoriser la réconciliation nationale.

Sécurité

La sécurité des conseillers juridiques et des autres collaborateurs(trices) du projet est au cœur des préoccupations d'ASFC. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatriés, les coopérant(e)s volontaires et le personnel en mission court terme. Le/la candidat(e) choisi(e) sera formé(e) en matière de sécurité et devra s'engager à respecter les mesures et protocoles en la matière. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, le consortium peut reporter ou annuler le déploiement du ou de la coopérant(e)s sélectionné(e), notamment pour des motifs liés à la sécurité.

Résumé du poste

Les professionnel(le)s seront déployé(e)s au sein de la CVJR afin de l'appuyer dans la réalisation de son mandat et de son plan d'action. Ils seront notamment appelés à collaborer avec des membres de certaines sous-commissions de la CVJR, par exemple, les sous-commissions « recherche de la vérité », « soutien aux victimes et réparation », « études, rapports et documentation », « genre » et « sensibilisation et réconciliation ».

Description du poste

- Effectuer des recherches et préparer des notes méthodologiques, entre autre sur la production de rapports portant sur les graves violations de droits humains commises pendant le conflit;
- Planifier, réaliser et animer des ateliers de travail et de formation sur des thèmes jugés utiles par la CVJR;
- Appuyer le développement d'une politique et d'un programme en matière de réparation, y compris des réparations sexospécifiques;
- Appuyer l'élaboration d'une méthodologie en vue de la formulation de recommandations sur le plan des garanties de non-répétition, particulièrement en ce qui a trait aux réalités des filles et des femmes;
- Appuyer la réalisation d'une cartographie documentaire des graves violations des droits humains commises pendant le conflit;
- Réaliser d'autres tâches associées aux activités du bureau d'ASFC au Mali qui peuvent être demandées par le chef de mission ou la directrice de la programmation.

Compétences et expériences requises

- Formation universitaire en droit, en justice transitionnelle ou dans un domaine connexe;
- Connaissances et expériences pertinentes en matière de justice transitionnelle (commissions vérité et réconciliation, réparations, garanties de non-répétition, cartographies et enquêtes portant sur de graves violations de droits humains, etc.);
- Connaissances en matière de droit pénal international, de droits humains et de droit international humanitaire;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique;
- Maîtrise du français parlé et écrit;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travail sous pression etc.);
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs des membres du consortium;
- Indépendance et impartialité dans les affaires internes du Mali;
- Capacité à travailler en équipe, entregent et intelligence interpersonnelle;
- Capacité à s'intégrer à des dynamiques de travail variées;
- Maîtrise des outils informatiques de base (Word, Excel, Outlook);
- Respect absolu de la confidentialité.

Atouts

- Expérience de travail auprès d'une commission vérité et réconciliation ou de processus de justice transitionnelle dans d'autres contextes;
- Avocat(e) membre du Barreau;
- Expérience pertinente liée au traitement de violences basées sur le genre;
- Maîtrise ou doctorat en droit ou dans un domaine connexe;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Maîtrise de l'anglais;
- Expérience auprès de communautés ou de groupes vulnérables;
- Expérience de travail en Afrique de l'Ouest ou connaissances du contexte social, économique et juridique de pays en développement ou en situation post-conflit.

Conditions d'admissibilité

- Être citoyen canadien ou résident permanent
- Les candidatures de citoyens canadiens et de résidents permanents au Canada seront privilégiées, mais d'autres candidatures pourront être considérées;
- Être couvert(e) par le régime d'assurance santé de sa province ou par un régime privé;
- Être disponible pour participer à une formation pré-départ (dates à confirmer).

Processus de sélection

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent soumettre leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) **en français** avant le **samedi 14 octobre 2017 à 23h59** par courriel. L'offre sera retirée lorsque le poste sera comblé.

Courriel : recrutement.pcv@asfcanada.ca – Svp inscrire comme objet du courriel « Conseiller(ère) juridique CVJR Mali 2017 ».

Nous remercions tou(te)s les candidat(e)s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour entrevue seront contactées.